



HAUSSE DES PRIX, RETARDS, TRAINS ET LIGNES SUPPRIMÉS

SNCF: Assez de cette politique de casse du service public

L'exaspération monte chez les voyageurs comme chez les cheminots devant les conditions de service dégradées. La politique de privatisation rampante, au nom des directives européennes, pour dégager du profit pour les grands groupes privés aux dépens du service public en est l'origine.

La « réforme ferroviaire » prévue par le gouvernement est la nouvelle étape de ce processus visant à faire éclater la SNCF. Plusieurs organisations syndicales appellent à une journée de grève le 12 décembre. Usagers des transports, c'est notre intérêt de comprendre et de soutenir les grévistes.

Parce que nous ne pouvons plus tolérer la « gêne occasionnée » par la politique de privatisation organisée par le pouvoir, la plupart des régions, la direction de la SNCF et l'UE.

Non à la réforme ferroviaire ! Soutien à la grève du 12 décembre!

D'année en année, la situation est devenue insupportable. Les trains sont de plus en plus souvent en retard. Des horaires ont été supprimés. Les rames sont bondées. Les accidents se multiplient jusqu'au drame, non-élucidé, de Brétigny sur des lignes que nous empruntons chaque jour. Et dans quelques semaines, il neigera peut-être... Les guichets ferment, les automates tombent en panne. Il n'y a plus personne pour nous conseiller. Derrière, de moins en moins de cheminots pour entretenir les voies, les aiguillages.

Dans le même temps, les tarifs s'envolent. Ils sont devenus incompréhensibles. Partir en week-end en Bretagne devient un luxe. Avec la hausse de la TVA, pour payer de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat, le gouvernement va les faire monter de 3%, encore, au 1^{er} janvier. C'est inacceptable !

Ces 30 ans de dégradation du service public ne doivent rien à la fatalité ! C'est le résultat d'une politique, poursuivie par les gouvernements successifs, avec l'Union européenne. Son but est d'utiliser notre besoin de transport public pour détourner notre argent vers la finance, vers le privé.

La nouvelle étape de cette politique de casse, c'est la « réforme ferroviaire ».

Elle doit passer au Parlement au premier semestre 2014. Massivement, les cheminots avec leurs organisations syndicales s'y opposent et préparent la lutte. Usagers, ils défendent notre intérêt, notre droit à la mobilité.

Cette « réforme » n'a qu'un but : préparer la mise en concurrence prévue par l'Union européenne en 2019 du transport de voyageurs. Peu importe qu'elle ait conduit partout, dramatiquement en Grande-Bretagne, à des catastrophes économiques et humaines. Pour les capitalistes, il faut faire éclater la SNCF, na-



RER C:

- **Non à la suppression de plus en plus fréquente des derniers services en soirée!** Le plus souvent, elle n'a pas de justification avouable (travaux imaginaires) mais ne vise qu'à supprimer des trains moins « rentables ».

- **Chamboulement des horaires et des arrêts après le 16 décembre:** n'hésitez pas à vous faire entendre devant les allongements de durée!

- **Bientôt l'hiver:** avec les cheminots, exigeons maintenant les moyens du déneigement! Que ce ne soit pas comme l'an dernier!

tionalisée par le Front populaire. Il faut casser le statut des personnels et l'emploi. Il faut endetter la SNCF, les régions, sur les marchés financiers, pour enrichir les spéculateurs.

L'éclatement de la SNCF permettra de sous-traiter et d'externaliser à des entreprises privées un maximum d'opérations immédiatement profitables pendant que la collectivité paiera les investissements à long terme. Privatisation des profits, nationalisation des pertes : voilà ce que souhaitent le gouvernement et la commission européenne !

PAR LA LUTTE, FAISONS ÉCHEC AU PLAN DU GOUVERNEMENT ET DE L'UNION EUROPÉENNE : AVEC LES CHEMINOTS, BATTONS-NOUS JUSQU'AU RETRAIT DE LA RÉFORME FERROVIAIRE

Communistes, nous entendons contribuer pleinement à ce combat. Nous rejetons l'ensemble de la politique antisociale du gouvernement : casse des retraites, casse du code du travail, exonérations fiscales pour les patrons. Le démantèlement de la SNCF et du service public nationalisé est au centre de la politique que nous combattons.

Au nom des directives européennes, Hollande et Ayrault ne font que continuer la même politique que leurs prédécesseurs, pour casser nos acquis sociaux et démocratiques, au profit des actionnaires..
Nous militons pour :

- **LE GEL DES TARIFS NATIONAUX ET REGIONAUX, L'AUGMENTATION DU VERSEMENT TRANSPORTS DES ENTREPRISES,** le financement des investissements par L'ETAT avec appel A l'épargne populaire.

- **LE RETRAIT DE LA REFORME FERROVIAIRE** — Stoppons les politiques de casse du service public, c'est contre l'intérêt des usagers et contre celui des cheminots.

- **LE REJET DES DIRECTIVES EUROPÉENNES DE LIBERALISATION ET DE CASSE DU SERVICE PUBLIC** — La politique de l'Union européenne est massivement rejetée par les peuples, elle n'a aucune légitimité à être appliquée en France.

- **LA DÉFENSE ET LA RECONQUETE DU MONOPOLE PUBLIC DE LA SNCF** - C'est la seule garantie d'un service public de qualité, avec des tarifs réglementés et des garanties de sécurité.

- **LE RETABLISSEMENT DES LIGNES ET ARRETS SUPPRIMES CES DERNIERES ANNEES** — La fermeture de lignes de TER provoque la mort des territoires non desservis, impossible à rejoindre sans voiture.

NON A LA HAUSSE DE LA TVA DE 3% DANS LES TRANSPORTS AU 1er JANVIER!

Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, pcfparis15@orange.fr;
<http://pcf-paris15.over-blog.com/>

PRIVATISATION DU RAIL EN GRANDE-BRETAGNE, UN EXEMPLE A NE PAS SUIVRE :

En 1996, le gouvernement britannique cassait le monopole public et ouvrait le rail à la concurrence. Le bilan est désastreux.

Les tarifs les plus élevés d'Europe : ils sont deux fois plus élevés qu'en France.

Des trains qui n'arrivent pas à l'heure : 1 train sur 5 a plus de 10 minutes de retard.

Des accidents meurtriers : les accidents se sont multipliés depuis la privatisation, le crash de Landgrove-Broke en 1999 a fait 31 morts et 500 blessés. L'entreprise privée ne voulait pas investir dans les dispositifs de sécurité. Trop cher !

Investissements publics, profits privés : 6 milliards d'investissements publics l'an dernier, une dette publique de 40 milliards ... mais 700 millions d'euros de profits pour les opérateurs. Le coût du système privé est enfin 40% supérieur au coût du système public français !

